

Déclaration liminaire des représentants des personnels de la FSU-SNUipp Ardèche

Il a et il fait toujours très chaud dans les écoles. Les épisodes caniculaires ne sont plus réservés aux mois de juin, ils vont être amenés à s'accroître en fréquence et en durée.

Cette réalité est constatée et documentée depuis de bien nombreuses années. Années qui auraient dû être mises à profit pour adapter les bâtiments, les espaces publics, sous l'impulsion d'un État planificateur et facilitateur financier.

Si la propriété et la gestion des locaux relève de différents niveaux de collectivités, l'engagement au changement doit être initié par des politiques volontaristes.

D'autant que les efforts financiers à réaliser sont modestes au regard des milliards d'euros gaspillés sur l'autel d'une décennie de politique économique inefficace. 40 milliards pour rénover les bâtiments publics en quelques années, ce n'est même pas le montant annuel manquant aux finances de l'État résultant de la politique du premier de cordée.

Sans cet investissement, les équipes, les mairies, les parents et même le ministère continuent de bricoler avec ce patrimoine immobilier vieillissant. Force est de constater qu'en dix ans pas grand chose n'aura été fait pour "l'école du futur" du point de vue immobilier. Le fond du problème pour ce gouvernement reste d'investir dans les services publics. Il semble avoir une énorme bogue au fond de la poche quand il s'agit de financer le patrimoine collectif et de payer mieux les fonctionnaires. De l'autre côté, la machine à cash est bien huilée quand il s'agit de financer l'entreprise, les déductions fiscales et le patrimoine privé. Avec toujours le même refrain en boucle médiatique : pour le public dispendieux ce doit être l'austérité, pour le privé courageux ce doit être la facilité. En attendant, les personnels et les usagers s'épuisent de cette inaction profondément ancrée et cette perpétuelle représentation médiatique faussée.

Pour ce qui nous préoccupe aujourd'hui, la gestion des moyens de l'école, nous pouvons dresser plusieurs constats.

D'abord celui du retrait de moyens à un moment opportun pour faire de la baisse démographique une occasion d'améliorer grandement l'école. A la rentrée, si le nombre d'élèves par classe baissera sur le papier, les RASED resteront incomplets, le co-enseignement sera sacrifié, le remplacement et les départs en formation aléatoires, les stages de formation continue un vague souvenir.

Le second constat, c'est celui du mépris salarial continu. Les rémunérations d'un français actif sur 5, fonctionnaire, restent encore gelées après des années d'inflation et malgré la récente crise pétrolière qui a érodé encore notre pouvoir d'achat.

Le troisième constat, c'est celui d'une politique éducative qui reste hors-sol. Évaluationnisme à tous les étages, pilotage désincarné... le prisme d'analyse de la réussite scolaire est biaisé par cette politique managériale qui court après des indicateurs à tout prix. La profession souhaite juste réussir l'inclusion et donner du sens à son métier pour œuvrer à la réussite des élèves.

Côté RASED, nous réitérons nos propos de l'an passé car rien n'a changé !

Les réseaux sont mis à mal dans notre département. A la rentrée 2026, on fera pire que l'an passé, puisque 20% des postes de maître E seront sciemment découverts pour " *garantir l'expertise et la légitimité des personnels intervenants en RASED* ".

Sur l'expertise, une réponse peut facilement être apportée par le département : il s'agirait de faire partir des personnels en formation CAPPEI option RASED, comme c'est le cas chez nos voisins drômois. Des besoins en ULIS, SEGPA, il y en a toujours eu. Ces dernières années, les départs dans ces options se sont multipliés car ces postes sont accessibles au mouvement à titre provisoire, même sans CAPPEI. Il est donc possible de s'y retrouver et de se voir proposer un départ en formation. Après le mouvement, il est même possible d'y être affecté en délégation rectorale et, parfois, de partir en formation.

Par contre, pour les postes RASED, c'est la triple peine et la politique destructrice des années 2008-2012 semble toujours planer sur ce département.

Première difficulté : depuis 2008, impossible d'arriver sur un poste de maître E à titre provisoire. Il est étonnant que la légitimité réclamée pour ce type de poste ne s'applique pas aux autres postes ASH nécessitant un CAPPEI (ULIS, SEGPA).

Seconde difficulté : depuis 17 ans, aucun départ en formation maître E en Ardèche. La promesse de l'an passé n'a pas été tenue.

Comme personne n'est affecté à titre provisoire sur ce type de poste et que de toute façon il est annoncé que ce n'est pas la priorité, personne ne part en formation CAPPEI sur un support de poste RASED.

Troisième difficulté : les postes RASED n'apparaissent pas dans la liste des postes en délégation rectorale pour la rentrée. Il y a quelques années, le nombre de candidatures dans ce cadre était très important, nous devions même élaborer un barème d'étude. Cela démontre un intérêt de la profession pour ce type de poste, ce type de formation et l'aide aux élèves en difficulté.

Nous proposons qu'une délégation rectorale spécifique soit lancée cette année sur les postes E impliquant la détention d'un diplôme spécialisé pour postuler. Cela permettrait :

- de pourvoir une partie des postes
- de disposer de personnels formés face aux élèves en difficulté
- de soutenir les élèves et les équipes pour lesquels la désertification du RASED commence à peser lourdement.

Sinon, avec 20% de postes de maîtres E non occupés à la rentrée, ce sera le redéploiement assuré et donc :

- une surcharge de travail insoutenable pour les membres du RASED
- l'impossibilité de couvrir tous les besoins, en laissant ainsi des écoles sans intervention
- un isolement renforcé des professeurs des écoles, de leurs élèves et de leurs familles.
- la mise en péril de partenariats de terrain, notamment dans les écoles des quartiers prioritaires, où leur participation aux dispositifs est essentielle (PPRE, CMPP, SESSAD, etc...)

Encore une fois, ce seront les plus fragiles qui resteront au bord du chemin. User d'éléments de langage policés ne parviendra pas à masquer la vérité, redéploier le peu de moyens restants n'y changera rien : sur le terrain, les moyens ne sont pas à la hauteur des besoins des élèves en difficulté. Les PAS n'y feront rien car on sait tous bien que ce n'est pas l'introduction du médical dans les écoles qui va traiter le fond pédagogique des problèmes des élèves en difficulté.